

Direction générale de l'Aviation civile

Service national d'Ingénierie aéroportuaire

Pôle de Toulouse

Tour de contrôle de Toulouse-Blagnac

Marché de prestations intellectuelles

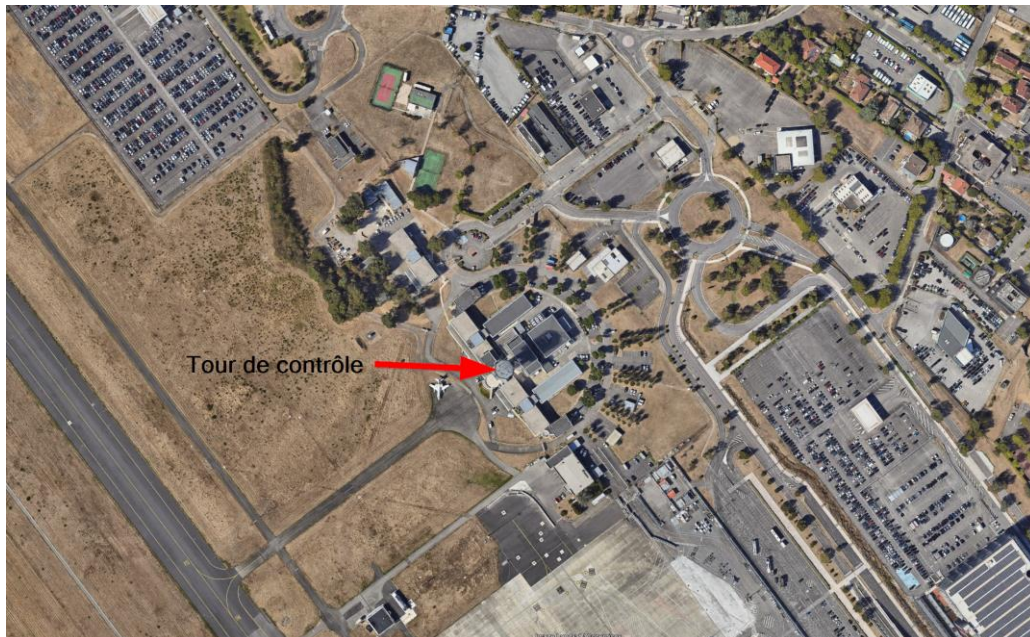
ETUDE STRUCTURE DE FAISABILITE POUR L'INSTALLATION D'UN RADAR EN TOITURE DE LA VIGIE

Règlement de consultation

Date et heure limites de réception des offres (DLRO) :
Vendredi 28/02/2025 à 17h00 (heure locale de l'adresse du RA)

1. Contexte de l'opération

La tour de contrôle de l'aérodrome de Toulouse-Blagnac se situe sur la partie nord-est de l'aéroport, en front de piste. Elle est en zone de sûreté niveau 3, mais côté ville (donc hors Zone de Sûreté à Accès Réglementé).



La tour de contrôle a été construite en 1991. Elle est portée sur 4 fûts en béton armé, qui contiennent :

- Les circulations verticales : escaliers et deux ascenseurs ;
- Les passages de réseaux.

Les niveaux en sous-vigie sont également en béton armé. Le dernier niveau, la vigie, rénovée en 2022, a une structure métallique.

La tour est entourée de bâtiments sur 3 niveaux, qui constituent le bloc technique.

La toiture de la vigie culmine à environ + 40 m (188,18 m NGF) avec des niveaux de plancher à :

- + 32,78 m pour la vigie (niveau V) avec le podium central à + 33,80 m ;
- + 28,36 m pour le niveau V-1 ;
- + 25,30 m pour le niveau V-2.

La tour est donc soumise à la réglementation IGHTC.



2. Organisation de la maîtrise d'ouvrage

La Direction Technique de l'Innovation (DTI) de la DGAC/DSNA est maître d'ouvrage (MOA) de l'opération.

La conduite d'opération (COP) est confiée au Pôle de Toulouse du Service National d'Ingénierie Aéroportuaire (SNIA) de la DGAC.

La maîtrise d'œuvre (MOE) est assurée par le Département Ingénierie Bâtiment (BAT) du Service National d'Ingénierie Aéroportuaire (SNIA) de la DGAC.

3. Objectifs généraux de l'opération

Cette opération prévoit l'installation d'un radar « sol » en toiture de la vigie de la tour de contrôle de Toulouse-Blagnac. L'emplacement envisagé du radar est au centre de la toiture de la vigie, en lieu et place d'une antenne radio.

La présente mission consiste à :

- Effectuer une étude structurelle pour confirmer la faisabilité de l'implantation du radar ;
- Étudier la faisabilité de deux scénarii d'implantation de l'antenne radio : au-dessus du nouveau radar ou en périphérie de la toiture ;
- Identifier les mesures de renforcements structurels à mettre en œuvre ;
- Fournir une estimation de l'ensemble des interventions nécessaires à l'opération.

Le descriptif complet de la mission, le contenu des prestations et les livrables attendus du futur titulaire sont détaillés dans le cahier des clauses techniques et particulières (CCTP) joint au dossier de consultation des entreprises (DCE)

4. Délais d'exécution

Les délais sont précisés à l'article 4 du document « MAPA » valant acte d'engagement (AE) et cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

La durée du marché est de 6 mois à compter de la notification du marché.

Le délai d'exécution des prestations est de 3 mois à compter de la date précisée dans l'ordre de service prescrivant de démarrer les prestations.

5. Le règlement de la consultation

Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres en page de garde du présent règlement de la consultation.

Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

- Le marché : document « MAPA » à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des prestataire(s) ; En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du

CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires d'acte de sous-traitance complétés à raison d'un par sous-traitant. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des prestataire(s) ;
- Le mémoire justificatif et explicatif comportant les documents suivants :
 - Une présentation générale de l'entreprise avec la présentation d'une liste d'études et travaux en cours ou réalisés au cours des cinq dernières années, l'indication des titres d'études et professionnels des personnels de l'entreprise, les certificats de qualifications professionnelles ou de qualité, les moyens matériels que dispose l'entreprise.
 - Une note relative aux méthodes, à l'organisation, aux compétences et moyens que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de sa mission.

Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP, le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP ;
- Les certificats fiscaux et sociaux ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail ;
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ; lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Le représentant de l'acheteur prévoit une négociation des offres avec les 3 candidats les mieux classés à l'issue de l'analyse des offres initiales. Toutefois, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Les critères d'attribution du marché sont pondérés comme suit :

Critères d'attribution	Pondération
Un critère « prix des prestations »	40 points
Un critère « technique »	
<ul style="list-style-type: none"> • Les méthodes envisagées pour l'exécution de la mission : démarche de travail, outils utilisés, pertinence des références. 	30 points
<ul style="list-style-type: none"> • Les compétences et moyens mis en œuvre pour l'exécution de la mission : qualifications et temps d'intervention. 	30 points

Le critère « Prix des prestations » sera apprécié de la façon suivante :

$$\text{Note candidat} = 40 \times (\text{prix du candidat le moins disant} / \text{prix du candidat})$$

Lors de l'examen des offres, le représentant de l'acheteur se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Le candidat le mieux noté sur ce critère obtiendra la note de 40 points.

Le critère « technique » sera apprécié de la façon suivante :

- Les méthodes envisagées pour l'exécution de la mission : démarche de travail, outils utilisés, pertinence des références. Ce sous-critère sera noté sur 30 points.
- Les compétences et moyens mis en œuvre pour l'exécution de la mission : qualifications et temps d'intervention. Ce sous-critère sera noté également sur 30 points.

Après classement final des offres conformément aux critères pondérés définis ci-avant, l'offre ayant obtenue le maximum de points sur 100 est reconnue économiquement la plus avantageuse. Elle sera retenue par le représentant de l'acheteur.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le représentant de l'acheteur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le représentant de l'acheteur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

Conditions d'envoi et de remise des offres

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

- **Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation**

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au maître d'ouvrage. Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation. La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence : **2025_SNIA_TOUL_003**.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1. ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.
- Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

- **Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique**

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible « copie de sauvegarde ». La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe portera l'adresse et les mentions suivantes :

Direction Générale de l'Aviation Civile
Service National d'Ingénierie Aéroportuaire
Pôle de Toulouse
Allée Saint-Exupéry
31700 BLAGNAC

Copie de sauvegarde pour:

Offre pour : Marché de prestations intellectuelles pour une étude structure de faisabilité relative à l'installation d'un radar en toiture de la vigie de l'aérodrome de Toulouse-Blagnac

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat(*):

«NE PAS OUVRIR»

Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite sur la plateforme de dématérialisation.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres.

Les candidats désirant se rendre sur le site devront en faire une demande écrite sur la plateforme.

Procédures de recours

L'instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Toulouse
68, rue Raymond IV
B.P. 7007
31068 Toulouse Cedex 07
Téléphone (de 9h30 à 12h00) : 05 62 73 57 57
Télécopie : 05 62 73 57 40
Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé Contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché ou à défaut 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du marché. Toutefois ce référé n'est pas possible en cas de publication d'un avis d'intention de conclure le marché au moins 11 jours avant sa signature (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative).